

REVENDEICATIONS SUR LES LIEUX DE TRAVAIL CONCERNANT LES FEMMES ET TOUTES PERSONNES SUBISSANT DES LGBTIPHOBIES

La lutte contre le harcèlement au travail est primordiale : de la blague sexiste ou homophobe aux agressions sexuelles en passant par les commentaires répétés à une femme sur son physique, nous devons nous approprier cette question pour que les personnes isolées soient les harceleurs et non les personnes qui en font les frais. Faisons en sorte, en nous y investissant, que les structures syndicales s'approprient cette question tant au niveau théorique que pratique.

Nous revendiquons l'égalité de fait (et non seulement de droit) entre touTEs sur les lieux de travail. Cela passe par des éléments quotidiens comme, par exemple, la prise en compte de la parole des femmes à la même hauteur que celle des hommes, jusqu'à la stricte égalité salariale.

Plus globalement, la lutte contre la précarité, facteur fort de violence sur les lieux de travail, qui touche de façon accrue les femmes et personnes transgenres, doit être centrale dans nos revendications : abrogation de toutes les lois de régression sociales (lois travail, « réformes des retraites » etc.) et soutien aux luttes des personnels précaires.

L'organisation capitaliste du travail fait du monde de l'entreprise un espace par essence anti-démocratique où celles et ceux qui travaillent sont en position de soumission par rapport aux patrons et directeurs. Cette organisation favorise et renforce les dominations patriarcales : elle est fondamentalement à combattre. Pour cette raison, les revendications visant à faciliter aux femmes l'accès aux postes de patronnes et de dirigeantes ne sont pas les nôtres, à la différence de l'égalité de droit et de fait entre touTEs. Nous souhaitons articuler luttes pour des améliorations immédiates de nos conditions de vie à la lutte contre le salariat et le capitalisme.

Dans ce contexte de régressions sociales et d'appauvrissement généralisé, les violences sexistes augmentent d'autant plus quand on est considéré comme « étrangèrEs ». Cet état de fait montre à quel point le capitalisme, le patriarcat et le racisme s'imbriquent très concrètement et se renforcent mutuellement. Ainsi, il nous semble important de rappeler que la lutte contre les attaques de la bourgeoisie doit aussi intégrer celle contre les attaques patriarcales et racistes.

Nous sommes anarchistes et nous luttons pour une société débarrassée des systèmes d'oppressions et d'exploitation qui la structurent.

L'exigence de droits, l'exigence de lois en faveur des femmes, des personnes trans et intersexes sont d'actualité mais ces combats ne doivent empêcher l'ouverture de possibles, ici et maintenant. Pour nous, le renforcement de l'État et de ses institutions n'est pas la solution, nous avons besoin de revendications, de solutions immédiates, d'organisation !

Ces systèmes ne seront pas éradiqués par de seules actions de pédagogie reposant sur les bonnes volontés individuelles. Lutter contre les violences sexistes et sexuelles, c'est construire un véritable rapport de force vis-à-vis des institutions. Pour construire ce rapport de force, nous appelons à l'auto-organisation et à l'autogestion, à prendre pleinement nos places dans les organisations militantes et dans les luttes pour que l'on nomme et prenne en compte ces systèmes d'oppressions et d'exploitation et que nos revendications soient portées par touTEs, pour touTEs, partout.

Face à toutes les violences, sexistes et sexuelles : solidarité directe, entraide, autodéfense !

ORGANISONS-NOUS CONTRE LES VIOLENCES PATRIARCALES !

Les femmes et les personnes LGBTI (Lesbiennes, Gays, BiEs, Trans, Intersexes) luttent, partout dans le monde, pour dénoncer les violences dont elles sont la cible principale. Les viols, les mariages forcés, l'interdiction d'avorter, ou encore la peine de mort pour les homosexuels (toujours en vigueur dans 13 pays) sont engendrés par un système patriarcal qui assoie son pouvoir sur des siècles de domination masculine. Et ce ne sont là que quelques unes des très nombreuses violences qu'une partie de l'humanité subit.

Ces dernières années, des mobilisations sans précédent ont eu lieu, notamment en Espagne où une grève générale pour l'égalité des droits et des salaires, portée par cinq millions de femmes a marqué l'année 2018. Des luttes massives pour le droit à l'avortement ont été menées en Pologne, en Argentine, et en Irlande où l'IVG a été légalisée.

A l'heure où le Brésil vient de voter la mise en place d'un régime fasciste, faisons de cette journée du 24 novembre, une journée de mobilisation forte, pour montrer notre solidarité sans frontières avec toutes celles qui vont continuer à se battre malgré le renforcement de toutes les violences : sociales, racistes, politiques, sexistes, homophobes. L'accession au pouvoir de forces réactionnaires un peu partout dans le monde (Brésil, États-Unis, etc.) doit nous alerter sur le fait que rien n'est jamais acquis en matière de droits. Chaque avancée arrachée de haute lutte peut être aussitôt reprise.

La majorité des violences sont perpétrées dans l'entourage familial, conjugal et/ou proche, contrairement aux idées reçues et largement véhiculées, qui relèguent ces violences à certains lieux extérieurs ou à certains milieux socio-culturels.

En France, une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son compagnon ou ex-compagnon.

Plus de 8% des harcèlements sexuels sont subis par les femmes sur leur lieu d'étude ou de travail.

Entre 2010 et 2012, 83000 femmes ont été victimes de viols ou tentatives de viols par an (83% d'entre elles connaissent leur agresseur).

En France, «Les violences faites aux femmes», grande cause nationale ?

Une cause perdue ou plutôt un « cause toujours » adressé à toutes les femmes de la part d'un système politique, social, économique et culturel qui n'est pas prêt de bouger.

Nous faisons face à des institutions (famille, religions et toutes les institutions d'État) qui font des femmes, d'autant plus si elles sont racisées, des lesbiennes, des personnes trans et inter-sexes des cibles pour les harceleurs, les agresseurs, les violeurs, et les assassins, que ceux-ci soient des inconnus ou des « proches », des patrons ou des partenaires.

Nous devons construire un véritable rapport de force pour être en capacité de lutter vis-à-vis de ces institutions.

De #BalanceTonPorc et #MeeToo à « nous toutes »

Il y a un an, la CGA saluait les mouvements de libération de la parole qui s'étaient mis en place pour dénoncer le harcèlement, les agressions sexistes et l'injonction à l'hétéro-normativité. Ces dénonciations, notamment à travers les réseaux sociaux, et leurs traductions par des actions dans la rue, avaient ainsi permis une reconnaissance publique des violences et de leur ampleur, en particulier vis-à-vis des agresseurs. Nous pensons alors que cette initiative aurait certainement d'importantes répercussions sociales.

Les violences ont des conséquences sur la santé physique et psychique, sur la vie familiale, sur la vie sociale et professionnelle des femmes qui la subissent.

La violence conjugale n'est pas et n'est plus une affaire privée puisque, suite aux luttes des mouvements féministes, la violence conjugale n'échappe plus au droit commun. Elle est inscrite dans la loi comme une atteinte aux droits fondamentaux de la personne.

La violence conjugale est un phénomène social légitimé par la société patriarcale. Cependant cette légitimation varie en fonction des rapports de force dans la société et des luttes menées par les femmes.

Nous ne pouvons que faire le constat qu'il faut poursuivre et amplifier la lutte. Organisons-nous, maintenant !

Quelques avancées mais surtout beaucoup de reculs et de retards sociaux, politiques et juridiques ...

Le gouvernement a mis en place une campagne d'information sur les violences conjugales mais aucune aide supplémentaire n'a été allouée aux associations, et les crédits ont été diminués dans tous les secteurs du social. L'accès à la PMA pour toutes les femmes, y compris les femmes seules et les couples de femmes est une promesse de campagne de 2012. Le gouvernement PS dont faisait partie Macron avait renoncé à cette mesure sous la pression de la mobilisation réactionnaire.

On peut aujourd'hui légitimement craindre le retour au premier plan de la scène politique du puritanisme réactionnaire et autre « je ne suis pas homophobe mais... ». Pour rappel, l'année où la « Manif pour Tous » et le « Printemps Français » s'étaient le plus exprimé (2013), les violences LGBTIphobes ont été multipliées par trois par rapport à l'année précédente. En cette fin octobre 2018, 9000 signalements pour violence ont déjà eu lieu, 200 plaintes déposées, 60 victimes accompagnés. Les chiffres de SOS Homophobie font état d'une progression de 15% des signalements.

Les annonces et mesures en demi-teintes pour les personnes trans (circulaire insuffisante sur le changement de prénom, maintien du changement d'état civil dans une procédure judiciaire bien que démedicalisé) reflète l'influence et la pression du camp réactionnaire. La complaisance du gouvernement à son égard, ne peut que renforcer les actes LGBTIphobes.

Le gouvernement, malgré sa communication en faveur de l'égalité hommes-femmes et contre les agressions sexistes, perpétue et renforce les inégalités.

L'accès à l'avortement est un droit, défendons un avortement libre et gratuit !

Exigeons des moyens financiers pour les centres pratiquant l'avortement et les centres de planification afin qu'ils soient accessibles à toutes sur tous les territoires

Luttons pour que la formation aux techniques d'avortement et à l'accompagnement fasse partie intégrante de la formation initiale des professionnels de santé

Exigeons la suppression de la clause de conscience

Réclamons que les délais légaux pour avorter soit dans un premier temps harmonisés sur ceux les plus longs d'Europe

Soutenons toutes les luttes dans le monde pour la dépénalisation de l'avortement.

Le démantèlement des services publics (santé, éducation, justice, etc.), la fermeture des centres IVG, la baisse générale des subventions aux collectivités locales et aux associations, ainsi que le manque de moyens alloués à celles luttant pour les droits des femmes, des personnes trans et intersexes et contre les violences à leur égard, vont encore venir entraver leur accès à la santé, à un accompagnement social ou à une écoute.

L'accès à l'IVG est toujours plus menacé. La clause de conscience pour les médecins leur permettant de refuser de pratiquer un IVG est en vigueur, les maternités se voient fermées les unes après les autres, récemment le président du syndicat des gynécologues a qualifié l'IVG d'infanticide, faisant ainsi écho aux allégations du pape !

La promesse du gouvernement d'introduire une présomption de non-consentement pour les moins de 15 ans dans la loi n'a pas été tenue et la victime doit toujours démontrer qu'il y a eu violence, menace, contrainte ou surprise pour pouvoir qualifier le viol devant la justice.

Autre promesse qui se fait attendre : le projet de loi sur l'ouverture de la PMA à l'ensemble des femmes est à nouveau reporté de plusieurs mois.

La réforme annoncée des retraites vers une retraite « par points » va encore précariser davantage les femmes. Les pensions dépendraient alors de la somme des rémunérations tout au long de la vie, ce qui sera très défavorable aux femmes tant que dureront les inégalités de salaires, de carrières et de partage des tâches parentales etc.

Comme les personnes à l'initiative du mouvement « nous toutes », nous marchons aujourd'hui pour montrer notre détermination contre ce système inégalitaire et violent. Comme d'autres collectifs, nous voulons faire entendre les voix de celles pour qui les violences sexistes et sexuelles sont une expérience inséparable du racisme, de la précarité, de l'identité sexuelle et de genre.

Si nous soutenons les luttes pour des mesures législatives concrètes pouvant faciliter la vie des femmes (accès à l'IVG et augmentation des délais, absence de consentement comme critère de reconnaissance d'un viol, etc.) et des personnes trans (changement d'état civil simplifié, meilleure prise en compte par les médecins, etc.), elles ne peuvent être suffisantes. Il est indispensable de lutter contre l'ensemble du système patriarcal pour en finir avec toutes les oppressions et les violences qui en découlent.

LE SYSTÈME PATRIARCAL ET HÉTÉRO-PATRIARCAL

Ce système de domination et d'exclusion renforce la précarité et les violences générées par toutes les formes d'exploitation et de domination qui traversent la société (capitalisme, racisme etc.).

Les violences de genre, contre les femmes, les gays, lesbiennes, bisexuel-le-s, les personnes trans et intersexes, et toutes celles ne se reconnaissant pas dans un genre masculin ou féminin, découlent du système de domination hétéro-patriarcal qui caractérise la société. Ce système induit un continuum de violences (harcèlement moral et sexuel, agressions, viol, etc.) et d'inégalités (économiques, sociales, politiques) qui se renforcent les unes les autres

Pour l'émancipation de toutes, nous devons lutter en même temps contre tous les systèmes de dominations et d'exploitation.

LE SYSTÈME RACISTE ET LE RACISME D'ÉTAT

Le contexte actuel est marqué par l'expression quotidienne du racisme. La lutte contre les violences faites aux femmes ne peut passer que par une lutte contre les discriminations spécifiques qui visent les femmes racisées. Nous luttons contre les politiques répressives et racistes qui visent les femmes migrantes, sans-papiers, étrangères. Nous dénonçons l'esclavage sexuel et le système prostitutionnel vécus par beaucoup de femmes sans-papiers et migrantes. Nous dénonçons le harcèlement policier dont elles, ainsi que les travailleuses du sexe, font l'objet; cette répression policière favorise les violences quotidiennes auxquelles elles doivent faire face.

LE SYSTÈME CAPITALISTE

En détruisant le code du travail et les prud'hommes, en facilitant les licenciements et les baisses de salaire, les gouvernements successifs, de gauche comme de droite ont généralisé la précarité et l'instabilité de l'emploi. Ces attaques ont en premier lieu touché les femmes, qui occupent la majeure partie des emplois précaires, et dont les salaires sont toujours très inférieurs à ceux des hommes. La suppression des CHSCT, et les modifications du financement des expertises ont sans aucun doute limité les enquêtes contre les violences à leur rencontre sur le lieu de travail.

Avec ces différentes réformes et celles à venir, notamment sur les retraites, les femmes ont davantage été et seront davantage soumises aux pressions et aux violences, que ce soit sur le lieu de travail ou dans la sphère conjugale et familiale.

L'organisation capitaliste du travail favorise le harcèlement :

- intensité de travail élevée
- horaires atypiques
- charge émotionnelle importante
- faible autonomie du travail
- faible soutien social
- rapports sociaux dégradés
- insécurité socio-économique
- compétitivité, chacun pour soi
- peur de perdre son emploi
- abus de pouvoir